

Europe fédérale

Publication de l'Union des fédéralistes européens- UEF-France

N° 49 – 2^e semestre 2014

Élection de Juncker : la démocratie européenne reste encore en chantier

L'Union des fédéralistes européens se félicite de l'élection par le Parlement européen du vainqueur des élections européennes à la présidence de la Commission européenne. C'est un pas en avant pour la démocratie européenne et il sera politiquement impossible de revenir en arrière, mais n'oublions pas de continuer à faire avancer l'Europe.

« *Le Parlement européen respecte le choix des citoyens européens et se fait respecter par le Conseil européen* » explique Fabien Cazenave, porte-parole de l'UEF-France, « *désormais les diplomates ont perdu la main sur la nomination du président de la Commission européenne. C'est une mini-révolution* ».

Les élections européennes furent marquées par l'innovation que constitue la désignation par les partis politiques européens de candidats à la présidence de la Commission. Le Conseil européen s'est donc vu contraint de respecter l'esprit des traités en nommant Jean-Claude Juncker, le candidat des conservateurs du PPE.

Les citoyens participeront désormais au choix du candidat à la présidence de la Commission par leur vote aux élections européennes.

Voulue et exigée par les fédéralistes européens qui avaient mené la campagne « *Qui est votre candidat ?* » demandant des partis politiques européens qu'ils retiennent cette démarche. Nous avons été entendus et cette innovation est pour nous un succès majeur.

Pourtant la démocratie européenne reste encore en chantier.

« *La composition de la Commission européenne reste encore sous le contrôle des gouvernements des États membres* » regrette Fabien Cazenave. « *Le gouvernement de l'Union européenne doit être composé d'après un programme, basé sur une coalition parlementaire pour le soutenir, et des compétences personnelles de chacun de ses membres et non pas sur la seule base de leur nationalité* ».

À ce titre nous soutenons le président élu de la Commission quand il entend exercer pleinement le droit que lui donne le traité de participer au choix des membres de la Commission et de leurs attributions, notamment du haut représentant aux affaires étrangères de l'Union et en ce qui concerne l'enjeu de la parité qu'il a souhaité porter.

Communiqué de l'UEF-France publié 17 juillet 2014

À propos de cette publication

Ce numéro d'Europe fédérale vient reprendre le cours de cette publication de la section française de l'UEF. Il a été préparé par Valéry-Xavier Lentz, secrétaire fédéral. Le directeur de la publication est Alain Réguillon, président.

UEF-France : c/o Maison de l'Europe et des Européens, 242 Rue Duguesclin, 69003 Lyon - www.uef.fr

Européennes 2014 : l'appel des fédéralistes européens

Le 25 mai 2014, lors des élections européennes, les Européens ont eu l'occasion de choisir la direction que l'Europe doit prendre. L'Union des Fédéralistes Européens et les Jeunes Européens Fédéralistes ont demandé aux candidats aux élections européennes d'appuyer ouvertement les principes suivants.

Parmi les députés européens élus en France, voici ceux qui avaient signé cet engagement :

Isabelle THOMAS ; Sylvie GUILLAUME ; Éric ANDRIEU ; Christine REVAULT D'ALLONNES-BONNEFOY (PS)
Karima DELLI ; Pascal DURAND ; Yannick JADOT (EELV) ;
Jean-Marie CAVADA ; Sylvie GOULARD ; Nathalie GRIESBECK (UDI-Modem)
Constance LE GRIP (UMP).

Consultez la liste complète des candidats signataires en France : <http://www.uef.fr/109>

FAIRE EN SORTE QUE CETTE ÉLECTION SOIT VRAIMENT EUROPÉENNE

- je ferai campagne sur des sujets européens, en défendant les intérêts européens contre les appels populistes à l'égoïsme national et en combattant les illusions appelant à des solutions nationales pour résoudre des problèmes européens ;
- j'insisterai pour que le futur président de la Commission européenne soit choisi parmi les candidats proposés par les partis politiques européens durant la campagne électorale ;

RENFORCER L'EURO ET RELANCER L'ÉCONOMIE EUROPÉENNE

- j'appuierai l'achèvement de l'Union monétaire européenne par la mise en place d'une union économique et budgétaire complète pour la zone Euro, y compris un budget pour la zone Euro, des mécanismes de solidarité européenne et des ressources propres pour un plan européen de redressement économique ;

CONSTRUIRE UNE UNION DÉMOCRATIQUE

- je demanderai la mise en place d'une nouvelle convention constitutionnelle visant à une réforme des traités afin de mettre en place un système fédéral de gouvernement pour l'Union Européenne ou au moins pour la zone euro ;
- je demanderai que la Commission européenne devienne un véritable gouvernement européen et que le Parlement européen acquière les mêmes pouvoirs dans les procédures de prise de décision que les représentants des États-membres, pour tous les sujets ;

RENFORCER LE RÔLE DE L'EUROPE DANS LE MONDE

- je travaillerai à la réalisation d'une véritable politique européenne étrangère, de sécurité et de défense, permettant à l'Europe de parler d'une seule voix pour défendre la paix et la stabilité, et promouvoir les valeurs et les intérêts européens dans le monde.

Les fédéralistes et la Cour pénale internationale

Les institutions internationales, y compris l'ONU, sont fondamentalement imparfaites, démocratiquement déficientes et incapables d'assurer la paix et la justice en Europe et dans le monde. C'est pourquoi nous soutenons la Cour pénale internationale (CPI).

Les crimes qui tombent sous sa juridiction (génocide, crimes contre l'humanité, crimes de guerre et agression) découlent en droite ligne de la division du monde en États souverains antagonistes et d'un ordre international basé sur le nationalisme que nous refusons pour lui substituer progressivement un ordre international juste et démocratique, demain européen et, en devenir, mondial.

C'est pourquoi les fédéralistes doivent affirmer :

- que la signification la plus révolutionnaire de la CPI c'est que, pour la première fois, la collectivité internationale et l'ONU ont obtenu un pouvoir direct sur les individus par-delà les États ;
- que la création de la CPI est une importante victoire sur la voie des unités européenne et mondiale et dans la lutte contre le nationalisme ;
- que l'expérience de la Cour européenne de justice montre que l'autorité d'un tribunal international peut commencer à s'imposer même en l'absence d'un pouvoir politique international ;
- qu'alors que les États-Unis refusent de laisser à une autorité supranationale le pouvoir de juger et de punir les crimes internationaux, les pays de l'Union européenne ont joué un rôle progressiste en faveur de la création de la CPI ;
- que, dans un monde multipolaire, la nécessité d'une véritable politique étrangère et de défense européenne commune, c'est-à-dire d'un gouvernement européen fédéral, apparaît de plus en plus évidente.

Mais, les fédéralistes doivent également :

- rappeler que la CPI n'aurait jamais vu le jour sans le vaste mouvement d'opinion publique qui l'a soutenue. ONG et société civile internationale sont devenues de nouveaux sujets de la vie politique internationale dont les États doivent tenir compte ;
- souligner avec fierté que la CPI n'aurait pas été créée sans le rôle moteur du *World Federalist Movement* (WFM) et de son Directeur exécutif, l'Américain William Pace, coordinateur de la Coalition internatio-

nale des ONG pour la Cour pénale internationale (CICC).

La CPI est aujourd'hui imparfaite. Par exemple, trop des cas dont elle se saisit concernent le continent africain ou les pays du Sud et trop peu les pays du Nord.

C'est pourquoi, les fédéralistes doivent aussi souligner :

- que la CPI ne pourra jamais être indépendante des rapports de force internationaux ;
- que, tant que le monde restera divisé en États nationaux souverains, chaque gouvernement conservera sa propre raison d'État et donnera sa propre interprétation de la justice internationale ;
- que les conditions de la justice internationale ne seront jamais totalement réunies avant la création de la Fédération mondiale, mais que, en parallèle, dans un environnement de plus en plus interdépendant et pour contrôler la mondialisation, l'unique voie c'est la construction d'institutions politiques internationales solides et démocratiques.

À ceux qui affirment avec raison qu'« il n'y a pas de paix sans justice », les fédéralistes doivent répondre qu'il n'y aura jamais de justice sans la paix et qu'il n'y aura jamais la paix mondiale sans gouvernement démocratique mondial.

Dans le combat pour la justice internationale, le rôle des fédéralistes consiste à montrer la stratégie permettant sa réalisation :

« la voie magistrale pour faire prévaloir le droit et la justice sur la force au niveau international, c'est celle qui passe par la création de nouveaux centres de pouvoirs démocratiques au-delà des États nationaux, celle, donc, qui passe par le dépassement des États nationaux et de leur souveraineté absolue »

L'UEF France a décidé d'adhérer à la Coalition française pour la CPI (CFCPI) : www.cfcpi.fr

Lire l'article complet : <http://www.uef.fr/174>

Par Jean-François Billion, vice-président de l'UEF-France. Membre du Comité fédéral de l'UEF et du Conseil du WFM. Auteur de Mondialisme, fédéralisme européen et démocratie internationale, éd. Fédérop.

À propos de la réforme territoriale

Je ne sais si l'UEF doit prendre part au débat qui commence à fleurir bon les petites jalousies et susceptibilités territoriales. Elle peut cependant s'interroger sur la pertinence de l'initiative présidentielle.

Je milite depuis 52 ans au MFE+UEF et me suis toujours posé la question de l'hypothèse fédérale pour la France.

Je me souviens d'un article paru dans *Le Monde* il y a bien longtemps et signé de François Léotard (qui a eu son heure de gloire en tant que ministre de la Défense) et qui ne prônait rien d'autre qu'une « France fédérée dans une Europe Fédérale ».

Je constate qu'aujourd'hui la fédéralisation de la France est moins que jamais à l'ordre du jour et que l'Europe fédérale n'est plus celle attendue par nos concitoyens (en France en tout cas).

Eu égard à ce double constat que penser de l'initiative de François Hollande (auquel on doit reprocher son inertie dans le champ européen) ?

Hollande parle de la spécificité française avec ses 36 700 communes.

Je pense que ce magma communal est la source de l'inefficacité de nombre de politiques publiques. Dans mon département du Doubs (594 communes) existent quelques communes de moins de 10 habitants !

Comment pratiquer dans ce cadre « la solidarité et la citoyenneté » si l'on s'en tient au discours présidentiel ? Rappelons que chez nos proches voisins, l'Allemagne compte 11 253 communes et l'Italie 8101, alors qu'en France nous en sommes encore à un découpage communal héritier des paroisses de l'ancien régime .Autre élément mis en avant : l'intercommunalité.

Elle progresse certes mais ne constitue souvent que des coalitions d'intérêts divergents entre l'urbain et le rural ou entre l'agglomération centre et le suburbain.

Ce n'est pas en portant à 20 000 habitants le nombre minimum d'habitants des intercommunalités que ces dernières passeront du statut

d'établissement public de coopération intercommunale à celui de collectivités territoriales de plein exercice !

Les régions : Hollande les veut de « *taille européenne* ». La Franche-Comté, où je vis, est peuplée de 1,1 million habitants. Le budget du Conseil Régional est de 511 millions, celui du département du Doubs de 550 millions. Si on s'éloigne de l'Hexagone on constate que la Sarre (même population que la Franche-Comté) dispose d'un budget de 4 milliards d'euros, que la Ligurie (1,5 million habitants) a un budget de 3,1 milliards d'euros.

La taille européenne ne réside donc pas dans la superficie mais bien dans la capacité de financement de politiques publiques efficaces.

Dernier élément : la mort annoncée des conseils généraux ne me fait pas verser de larmes. Par contre la réaffirmation du département comme référence essentielle du rôle de l'État avec les préfets et les administrations déconcentrées va à l'encontre du discours tenu sur les régions « acteurs majeurs de l'aménagement du territoire ».

Qui va faire quoi entre les Régions, les Préfets, les intercommunalités ?

J'attends des réponses du débat parlementaire qui va s'ouvrir.

Dans l'immédiat tous ces faire-part de mariage qui sentent les arrangements entre les « grands élus » et l'Élysée laissent de côté celles et ceux, qui ne seront pas invités à la noce, c'est-à-dire vous et moi. Si la France a connu un premier acte de décentralisation en 1982 grâce à Gaston Defferre, on peut s'interroger aujourd'hui sur un retour des « jacobins » qui depuis la Rue du Faubourg Saint Honoré veulent, au prétexte d'économies indispensables « faire le bonheur des citoyens malgré eux ». Il serait alors peut être utile que l'UEF s'interroge sur une méthode qui va à l'encontre de notre doctrine qui fait du citoyen le premier acteur de son devenir.

Partagez l'article : <http://www.uef.fr/158>

par Yves Lagier, ancien maire de Pontarlier, ancien conseiller régional de Franche Comté

Lire sur le web

Et si une Écosse indépendante pouvait se dispenser de la procédure d'adhésion à l'UE ?

Le 18 septembre le référendum sur l'indépendance de l'Écosse a suscité des questions sur notre conception de l'État moderne et offert des potentialités de réflexions encore trop peu explorées.

Par Marion Larché, paru le 14 septembre 2014 sur *Le Taurillon* : <http://www.taurillon.org/6819>

Sarajevo, le 28 juin 1914, au cœur de l'Europe

Ce jour-là, il y a cent ans, l'archiduc Franz Ferdinand, héritier du trône austro-hongrois, est en visite officielle à Sarajevo avec son épouse, une visite que, dans le contexte, il savait risquée. Tandis que leur carrosse chemine le long de la rivière Miljacka, ils sont abattus par un jeune étudiant serbe, militant de l'unité yougoslave.

Le contexte de cet attentat, en effet, c'est une exacerbation des nationalismes dans toute l'Europe, mais particulièrement dans l'Empire austro-hongrois. Cet assassinat aurait pu demeurer un simple soubresaut anecdotique. Dans l'ambiance du moment, le jeu des alliances entre États se met en branle, que rien ne peut arrêter : la « montée aux extrêmes » ne prend qu'un mois avant que ne se déclenche la guerre « fraîche et joyeuse ». On sait ce qu'il en a été. Tragédie de l'Histoire, la fière et puissante Europe s'écroule dans le fracas des armes. Quatre ans et 40 millions de morts et de blessés plus tard, ayant dû, pour certaines, recourir à l'assistance, volontaire ou non, de leurs colonies, passées ou présentes, les « nations » européennes sont devenues les jouets d'un monde qui, à jamais, les dépassera.

Ne nous trompons pas de commémoration. Notre devoir de mémoire s'applique d'abord aux victimes, pour la plupart innocentes, d'une guerre cruelle et sanguinaire. Il doit également s'attarder sur les horribles conséquences du nationalisme, ou bien plutôt « des » nationalismes, cette hydre aux multiples visages, sans cesse renaissante.

Lire sur le web

Conseil européen... Où seront les armées de Poutine dans cinq ans ?

Comme à son habitude, le dernier Conseil européen s'est tenu à huis clos et l'on est réduit, pour imaginer ce qui s'y est passé, à prendre connaissance des articles de presse. Ceux-ci, d'ailleurs, ne font que retranscrire à leur manière les déclarations des différents chefs d'État et de gouvernement à l'issue du Conseil.

Par François Mennerat, paru le 1^{er} septembre 2014 sur Le Taurillon : <http://www.taurillon.org/6804>

Le Service européen d'action extérieure existe-t-il ?

Où se cache-t-elle, la diplomatie EUROPÉENNE ? La une des médias est actuellement accaparée par l'Ukraine et par le conflit israélo-palestinien. Ces deux événements ont des implications majeures sur l'équilibre européen et, sans doute, mondial.

Par François Mennerat, paru le 24 juillet 2014 sur Le Taurillon : <http://www.taurillon.org/6760>

Hubert Védrine ou la tentation de déconstruire l'Europe

Hubert Védrine vient de signer une tribune forte sur l'Europe sur Rue89. Comme d'habitude avec lui, le rejet actuel de l'Europe serait dû aux « Européistes », évidemment « déconnectés » des réalités. Il propose une solution « radicale » pour permettre de détacher les « sceptiques des phobiques ». Malheureusement, encore une fois, l'ancien ministre propose des solutions du passé en prétendant parler du futur de l'Europe.

Par Fabien Cazenave, paru sur Rue89 le 9 juin 2014 : <http://www.uef.fr/150>

L'Europe intergouvernementale qu'on nous ressort aujourd'hui, nous la connaissons bien. Elle ne s'est traduite au fil des siècles que par une séquence d'improbables et précaires traités de « paix » qui ne faisaient, en réalité, que jeter les bases de guerres successives. C'est à cette Europe-là qu'ont voulu mettre fin les hommes d'État qui, quelque trente ans après l'attentat de Sarajevo, ont courageusement et lucidement jeté les bases d'une organisation supranationale de l'Europe.

Dans une espèce de fourre-tout incompréhensible, les chefs de nos États et gouvernements d'aujourd'hui multiplient cette année les références à la guerre de 1914-1918, condensant dans le désordre les quatre années qui ont révolutionné la vie des Européens et leur vision du monde. Avec un recul de cent ans, nous savons maintenant que, hélas, les valeureux soldats appelés à s'entretuer quatre longues années durant, ne se sont battus et, pour beaucoup, ne sont morts ni pour l'Allemagne, ni pour la France, ni pour aucune de leurs « nations », ni même pour l'Europe ou la liberté. Destins tragiques, les blessés – les « Gueules cassées » – et les tués, l'ont été pour rien, pour rien.

Il nous faudra revenir sur tant d'idées fausses que certains tentent aujourd'hui de revigorer.

Partagez l'article : <http://www.taurillon.org/6724>

par François Mennerat Membre du bureau exécutif de l'UEF et vice-président de l'UEF-France

Pour un Plan européen extraordinaire de développement durable et pour l'emploi

Initiative citoyenne européenne « New Deal 4 Europe »

Le 7 mars 2014 la Commission européenne a enregistré le projet d'Initiative citoyenne européenne (ICE) proposée par les fédéralistes européens, à l'initiative du *Movimento Federalista Europeo* (MFE) italien, et soutenue par de nombreuses associations et personnalités de la société civile européenne (culturelle, syndicale, économique, politique...) *New Deal 4 Europe*, pour un Plan européen extraordinaire de développement soutenable et pour la création d'emplois.

Depuis cette date il est possible de signer en ligne sur le site www.newdeal4europe.eu ou sur formes papier à y télécharger en fonction de sa nationalité et à retourner au Comité français pour l'ICE. L'enregistrement des soutiens sera clos le 7 mars 2015, et ce n'est qu'alors que nous saurons si « la fortune aura souri aux audacieux » et si le cap du million de signatures (dont 55.500 en France), dans un minimum de sept pays de l'UE, aura pu être franchi avec succès.

La Campagne pour l'ICE a obtenu des résultats importants. Elle a contribué à placer les thématiques du **développement soutenable et de la création d'emplois**



au centre de la campagne électorale européenne comme le prouvent le soutien à l'ICE de 5 candidats à la Présidence de la Commission européenne : **José Bové** et **Fra Keller** (Verts), **Martin Schulz** (PSE), **Alexis Tsipras** (GUE), **Guy Verhofstadt** (ALDE), puis la présentation par le Président **Jean-Claude Juncker** (PPE) de son Plan d'investissement de 300 milliards d'euros en trois ans lors de son discours du 15 juillet 2014.

Pour en savoir plus : <http://www.uef.fr/173>

L'UEF-France et l'ICE « New Deal 4 Europe »

La section française de l'Union des fédéralistes européens (UEF-France) a adopté lors de son assemblée générale 2013 une résolution de soutien à cette ICE : « Il est urgent et important de redonner confiance aux citoyens européens dans l'unification politique de l'Europe comme moyen d'assurer leur sécurité et de construire un meilleur avenir. C'est le seul moyen de lutter contre la propagation des néonationalismes et de bâtir la digue nécessaire lors des élections européennes en

2014. Toutes les forces pro-européennes ont un rôle à jouer dans cette bataille. Pour leur part, les fédéralistes doivent continuer à être le lien direct entre les citoyens européens et le projet d'Europe fédérale, en prenant en compte les opportunités offertes par l'Union européenne, telle qu'elle est aujourd'hui. Dans cette perspective, l'UEF-France s'engage à utiliser l'ICE, entrée en vigueur par le Traité de Lisbonne, et donc à promouvoir l'ICE impulsée par les fédéralistes en Europe, et à structurer ses actions sur cette orientation pour les années à venir. »

Signez l'initiative citoyenne

<http://www.newdeal4europe.eu/fr/>

Comité français pour l'ICE « Newdeal4europe », c/o Presse Fédéraliste,
Maison de l'Europe et des Européens, 242 Rue Duguesclin, 69003 Lyon,
Contact : ice@pressefederaliste.eu

Tribunes

Retrouvez en ligne ces contributions d'adhérents de l'UEF.

Quatre raisons de s'intéresser au Parlement européen

Depuis la fin des élections européennes, le désintérêt généralisé des citoyens vis à vis du Parlement européens est de nouveau en vigueur. « Erreur » car on y voit des événements passionnants.

Paru le 7 juillet 2014 sur l'Express.fr : <http://www.uef.fr/179>

N'entendrons-nous parler que des eurosceptiques dans les médias ?

Lors de la dernière session plénière au Parlement européen, les eurosceptiques ont réussi à faire plus parler d'eux que les pro-européens. Comment ne pas tomber dans ce piège médiatique ?

Par Fabien Cazenave, paru le 9 juillet 2014 sur Le Taurillon : <http://www.taurillon.org/6740>

L'Ukraine entre Est et Ouest

La crise ukrainienne n'est pas uniquement une crise régionale, parce que la Russie est à nouveau décidée à jouer un rôle de premier plan. Pour les Européens il est capital, de comprendre le processus en cours.

Par Franco Spoltore, paru le 12 juin 2014 : <http://www.uef.fr/152>

Retrouvez toutes les contributions des membres de l'UEF sur <http://www.uef.fr/-tribunes->

Stefan ZWEIG, « Appel aux Européens »

Ce petit livre, paru en mai 2014 aux éditions Bartillat, vient fort à propos nous rappeler les débats d'idées qui agitaient les intellectuels européens il y a quatre-vingts ans face à la montée des nationalismes.

En ces temps de commémoration confuse de la Grande Guerre, deux courts (mais forts) inédits de Stefan Zweig, « La désintoxication morale de l'Europe » et « L'unification de l'Europe » tirent les leçons des sentiments pernicieux qui traversent une opinion publique complètement manipulée. Parmi les avancées suggérées, il est plaisant de constater que certaines ont déjà produit leurs effets bénéfiques – Stefan Zweig, en somme, appelait de ses vœux le programme Erasmus –, tandis que d'autres, comme l'enseignement de l'Histoire dans une perspective européenne commune, débarrassée des poncifs « patriotiques » (en fait, nationalistes) et d'une vision dominée par les campagnes militaires, se fait encore longuement attendre.

Précédés d'une longue préface de Jacques Le Rider qui, à la fois, les place dans le contexte de l'époque (1932 et 1934) et souligne leur actualité toujours – de plus en plus ? – brûlante, ces deux textes nous livrent un vibrant appel en faveur du concept de supranationalité. Nous ne résistons pas au désir de livrer ci-dessous au lecteur un passage particulièrement éclairant de cette préface.

Si Stefan Zweig ne prononce pas le mot de « fédéralisme », sa réflexion visionnaire nous le fait entendre. Il est frappant de constater qu'en ces temps où l'horizon s'assombrissait à nouveau, des esprits lucides formulaient déjà des idées qui allaient, dix ans et une guerre mondiale plus tard, engendrer une démarche volontariste parmi les plus audacieuses que l'Histoire de l'humanité nous ait donné de connaître.

Stefan ZWEIG, « Appel aux Européens », Préface et traduction de Jacques Le Rider, Éditions Bartillat, Paris (Omnia Poche), 7 €, ISBN 978-2-84100-562-8

par François Mennerat Membre du bureau exécutif de l'UEF et vice-président de l'UEF-France

C'est à Florence, en mai 1932, puis à Milan, que Stefan Zweig présente sa conférence « La pensée européenne dans son développement historique ». Dans cet essai, il appelle de ses vœux les « États-Unis d'Europe » dont il place l'idée sous le signe de Nietzsche : « Ce n'est qu'à la fin du XIX^e siècle que l'idée des "États-Unis d'Europe" en tant que mot d'ordre politique et suprapolitique est exprimée et le postulat de la nécessité d'une unité économique et morale de tous les pays du continent n'a guère plus de cinquante ans d'existence. Nietzsche, le premier parmi les penseurs contemporains, déclare résolument qu'il faut en finir avec les "patriotarderies" et créer une conscience supranationale, le sentiment patriotique d'une Europe nouvelle. Pour lui, qui a précédé si tragiquement son temps, il n'y a plus de discussion possible sur le fait inévitable que l'Europe, [...] doit enfin s'unir. ». À cet endroit, Zweig cite un passage de *Par-delà le bien et le mal* qui résume sa propre conception de l'unité européenne : « La folie des nationalités explique pourquoi les peuples européens sont devenus de plus en plus étrangers les uns aux autres, et cette pathologique ignorance réciproque dure encore aujourd'hui ; elle a porté au pinacle des politiciens à la vue courte et à la main leste, qui ne se doutent même pas que leur politique de désunion ne peut être nécessairement qu'un intermède. [...] On feint de ne pas voir [...] les signes qui annoncent avec le plus d'évidence que l'Europe veut s'unifier. » Dans ces paroles de Nietzsche se trouvent condensées quelques convictions de Stefan Zweig : le nationalisme est une folie, une pathologie que des politiciens ont attisée pour se maintenir au pouvoir ; la voie de la raison et du retour à la santé mentale passe par l'unification de l'Europe. La désunion et le nationalisme conduisent à la décadence ; ils tirent leur force d'une pulsion de destruction. L'union européenne est la seule formule qui puisse assurer l'avenir des Européens et leur permettre de relancer le processus de civilisation.

À propos de l'UEF

L'Union des fédéralistes européens (UEF) est une organisation non gouvernementale et non partisane présente dans toute l'Europe qui rassemble les partisans d'une Europe fédérale. Fondée en 1946 à Paris, elle a contribué en 1948 à l'organisation du Congrès de La Haye, événement fondateur de la construction européenne.

En France, l'UEF est une association de citoyens engagés pour l'Europe. L'association se caractérise parmi les associations dites pro-européennes par l'engagement explicite en faveur de la transformation de l'Union européenne en une démocratie fédérale rompant radicalement avec l'Europe intergouvernementale actuelle. L'UEF-France est indépendante du personnel politique et ne reçoit aucune subvention publique.



Les fédéralistes français sur le web

UEF-France : www.uef.fr et sur Twitter : @UEF_France

JEF-France : www.jeunes-europens.org

Le Taurillon, magazine eurocitoyen : www.taurillon.org

Presse fédéraliste : www.pressefederaliste.eu

L'UEF-France est membre de :

UEF-Europe : www.federalists.eu

Mouvement Européen-France : www.mouvement-europeen.eu

Word Federalist Movement : www.wfm-igp.org

Coalition française pour la Cour pénale internationale : www.cfcpi.fr

Bulletin d'adhésion à l'UEF

Vous pouvez adhérer sur notre site www.uef.fr/68 ou retourner ce bulletin à :

UEF-France : c/o Maison de l'Europe et des Européens, 242 Rue Duguesclin, 69003 Lyon

M / Mme Prénom Nom :

Date de naissance

Adresse

Ville Code postal :

Tél. : E-mail :

Date : Signature

Cotisations à partir de :

Ordinaire	35 euros
Couple	55 euros
Moins de 25 ans / sans revenu professionnel / SMIC	10 euros
Déjà adhérent(e) aux Jeunes Européens (JEF-France)	5 euros